

**Ra.D.A.R.**

# que faire?

REVUE COMMUNISTE

*« Unité d'action, liberté de discussion et de critique, voilà notre définition. Cette discipline est la seule digne du parti démocratique de la classe avancée. »*  
(LÉNINE, décembre 1906.)

## LA SARRE : une leçon

P. Lenoir : Le chemin de  
l'Unité Syndicale . . . . . page 5  
M. Bréval : Pour un program-  
me d'action révolutionnaire. p. 15  
A. Martin : L'affaire  
Nicolaiéf. . . . . page 22

**N° 2**

**Février 1935**

**PRIX**  
**1 fr.**

# QUE FAIRE ?

Revue Communiste mensuelle

## ABONNEMENTS

France : Un an. 10 fr. Six mois . . . . 5 fr.  
Etranger : — 18 fr. — 10 fr.  
Abonnement de soutien : 20 fr.

CORRESPONDANCE ET MANDATS :

G. RUCAR, 10, Rue Gay-Lussac, PARIS-V°

La revue " Que Faire ? " se propose :

- 1) D'étudier les causes et le caractère de la crise du mouvement communiste français et mondial ;
- 2) De combattre toutes les tendances qui mènent à la révision du marxisme-léninisme et des principes de l'Internationale Communiste élaborés par Lénine,
- 3) D'analyser les problèmes concrets de la révolution prolétarienne en France, d'apprécier à la lumière du marxisme-léninisme la vie politique et sociale du pays, et de soumettre à la critique marxiste les courants et les partis politiques ;
- 4) De grouper autour de la revue tous les communistes prêts à lutter sur la base des principes de la 3<sup>e</sup> Internationale, pour le rétablissement de la démocratie intérieure dans le parti communiste, sans laquelle le parti ne peut avoir de politique juste.
- 5) De rechercher, ensemble avec tous les communistes, les meilleures voies et les moyens pour aboutir à ce but ;

Tous les camarades sont priés de nous envoyer leurs observations, notes, articles, de collaborer avec nous dans la réalisation de nos tâches.

## ÉDITORIAL

# LA SARRE : une leçon

*Le prolétariat allemand et avec lui le mouvement ouvrier international ont subi une grave défaite dans la Sarre. Rien ne serait plus honteux que l'essai de diminuer l'importance de la défaite. Dès le moment qu'une classe en lutte se rend compte de sa défaite, dès qu'elle cherche la clarté, dès qu'elle cherche à comprendre les causes de la victoire de l'ennemi, les conditions extérieures et intérieures se développent pour son nouvel essor. Sans clarté ni le front battu de la Sarre, ni la classe ouvrière allemande, battue pour la deuxième fois, seront capables d'empêcher le pire: la panique dans leurs propres rangs. Sans une critique sérieuse de ce qui s'est passé, le sentiment paralysant que le fascisme s'étend avec la force d'un torrent, qu'il n'y a rien à faire contre cette avalanche de chauvinisme national, gagnera les rangs du prolétariat allemand. Il y a le même danger pour le prolétariat français.*

*Dans sa majorité écrasante, le prolétariat révolutionnaire de la Sarre, qui suivait autrefois le communisme (aux élections du Conseil régional, le P.C. recevait, en 1932, 86.000 voix, le P.S. seulement 35.000 voix) s'est prononcé pour l'Allemagne fasciste. Deux tiers des électeurs communistes de 1932 n'ont plus suivi les mots d'ordre du parti communiste. La presse officielle cherche à expliquer ce fait par la terreur. Mais en vain. La terreur en Allemagne, même au cours des élections du 19 août, était sans doute beaucoup plus forte; pourtant, le résultat dans les régions industrielles a été beaucoup plus favorable que celui de la Sarre. Mais, avant tout, la terreur ne suffit pas à expliquer le phénomène suivant, décisif: la moitié de tous les antifascistes qui, en dépit de la terreur, ont pris part aux démonstrations antifascistes, a voté le 13 janvier pour l'Allemagne de Hitler. La terreur dans la Sarre a, certainement, influencé le résultat du vote, sans déterminer toutefois son caractère, qui est celui d'un soulèvement national en faveur de l'Allemagne fasciste.*

*Le 13 janvier met en évidence, ensuite, avec une clarté effrayante, une autre chose: les chefs du prolétariat sarrois, les chefs communistes et socialistes, ne se doutaient point de ce qui se passait dans les masses; ils étaient aveugles devant les processus qui avaient lieu non seulement au sein des larges couches des travailleurs, mais, directement dans les rangs des ouvriers antifascistes eux-mêmes. Après avoir parlé devant des centaines de milliers d'ouvriers, s'étant moqués des journalistes bourgeois qui leur posaient toujours la même question: « Est-ce que vous êtes vraiment sûrs de vos troupes? », après tout cela, la moitié de leurs audi-*

teurs a voté pour l'Allemagne fasciste et le nombre des fidèles est égal au nombre des abonnements de la presse antifasciste dans la Sarre.

Ainsi, devant les yeux du prolétariat international, tout un système de direction des masses a fait faillite. Système qui, dans certains pays, a provoqué de grandes illusions dans le prolétariat: système du front uni pacifiste-opportuniste, du front uni, sans critique, entre la social-démocratie et le parti communiste. Cette défaite ne fait que compléter celle du 28 février 1933, jour qui a vu la faillite de la politique aussi bien de la social-démocratie que du sectarisme ultra-gauche.

On n'arrivera pas à comprendre le 13 janvier sans se rappeler dans quel esprit fut éduqué le prolétariat sarrois surtout de la part du P. C., parti dirigeant dans le prolétariat sarrois. Depuis le commencement de l'essor fasciste la ligne stratégique du P.C. fut déterminée par le « programme de la libération nationale et sociale » publié à la veille des élections au Parlement en 1930, confirmé en 1934. Ce programme ne considère plus la social-démocratie du point de vue de classe, du point de vue d'une critique marxiste, mais l'accuse du point de vue d'un nationalisme extrême, d'être une « agence de l'impérialisme français et polonais », l'accuse de haute trahison vis-à-vis des intérêts vitaux de la classe ouvrière allemande.

Sa politique nationale, qui met les problèmes nationaux au-dessus des problèmes de classe et qu'on peut qualifier de national-bolchevisme, explique le fait que le P.C.A., plus d'une année après la victoire de Hitler, était pour le rattachement à l'Allemagne, en flétrissant comme « séparatisme » toute politique poursuivant l'indépendance révolutionnaire de la Sarre. Le tournant ne s'est produit qu'au cours du tournant de l'I.C., de 1934. Dans la Sarre ce tournant prit la forme du mot d'ordre de statu quo. Comme chaque tournant de l'I.C. depuis des années, ce tournant s'est fait derrière le dos des masses.

Mais il est impossible de commander un tournant de la conscience et des sentiments des masses. On peut bien commander à Thorez, Marty, Duclos de déclarer Blum et Faure comme sociaux-fascistes et leur demander demain de voir en Herriot l'héritier de Robespierre. Ils n'hésiteront même pas de le faire, comme le commis-voyageur vend, pour le compte de la maison qui l'emploie, toujours avec la même patience, des harengs ou du fromage.

On peut dresser des employés, mais pas des classes. Les idées, une fois enracinées dans les masses du prolétariat, y mènent une vie indépendante, s'enracinent dans les cerveaux et continuent à se développer encore à une époque où leur ancien héraut propage déjà d'autres vérités.

Et combien plus vrai est cela quant aux préjugés nationaux qu'il ne faut pas marteler dans les cerveaux des ouvriers; ils y sont pénétrés à la suite de la crise idéologique du mouvement ouvrier depuis 1914, de la politique bourgeoise-nationale du parti socialiste et enfin de la pression idéologique du nationalisme et du fascisme. Dans ces conditions, un tournant dans la conception des masses, un tournant de l'orientation nationale-bolcheviste, vers l'internationalisme, ne pouvait avoir lieu que si le parti lui-même, précédant les masses, devant les yeux des masses,

réalisait ce tournant. Ce n'est qu'ainsi au moyen de l'autocritique, que le parti et les masses auraient pu se libérer des erreurs du passé.

Mais est-ce que celui-là fut le chemin du P.C. après le tournant? Il ne renonça point à sa conception national-bolcheviste, à son programme national, ni même au langage de ses orateurs. Il essayait de masquer son tournant vers le statu quo, de le représenter comme suite logique de la politique toujours juste du C. E. de l'I. C. et du C. G., juste aujourd'hui, hier et demain. Le tournant opéré derrière le dos des masses, lié à la stratégie national-bolcheviste, ne pouvait qu'inspirer de la méfiance aux ouvriers.

Qu'est-ce que c'était que le statu quo aux yeux des masses? Le statu quo ce n'était pas les libertés démocratiques, mais l'usurpation de la part de la S.D.N., le maintien du traité de Versailles et l'exploitation brutale des 70.000 mineurs par l'administration française des mines. Est-ce que les ouvriers pouvaient se prononcer pour un tel statu quo que le P.S. et les catholiques dissidents (Hoffman) leur recommandaient? Est-ce qu'ils pouvaient être pour la politique de Max Braun qui ne faisait que célébrer la république française, qui déclara que la Sarre devrait lutter avec la France si la guerre éclatait entre la France et l'Allemagne? Le tournant vers le statu quo et le front uni supposait la lutte intransigeante contre la S.D.N. impérialiste, la lutte la plus acharnée contre l'administration française des mines et la critique objective des alliés social-démocrates. On aurait pu mettre en mouvement les masses prolétariennes seulement si on avait mené la lutte dans la Sarre en même temps et contre Hitler, et contre la France impérialiste et la S.D.N. avec le but de constituer une Sarre indépendante. En donnant un nouveau contenu à la lutte pour le statu quo, en menant la lutte en tant que lutte de classe, on aurait pu entraîner les masses petites-bourgeoises chancelantes ou au moins une partie de la petite bourgeoisie (1).

En réalité c'était Max Braun qui avait la direction de la lutte pour le statu quo malgré que la majorité du prolétariat sarrois a toujours repoussé la politique opportuniste de Max Braun; en réalité la lutte dans la Sarre ne fut pas menée en tant que lutte de classe mais comme lutte parlementaire qui était condamnée à l'impuissance en face de la lutte extra-parlementaire des nazis. L'alliance avec les catholiques, qu'on ne critiquait pas, l'idéalisation de la « lutte antifasciste » des catholiques en Allemagne, les concessions aux préjugés cléricaux, ont désarmé les ouvriers catholiques en face des manœuvres du clergé hitlérien. De la façon la plus pitoyable les chefs communistes et socialistes compromettaient la lutte en faisant la cour à la S.D.N. et au Vatican, au lieu de s'appuyer sur les forces de la classe ouvrière et de rompre la terreur des nazis par la résistance des masses ouvrières. Le front uni demandait secours à la S.D.N., il y envoyait toujours de nouvelles délégations sans s'apercevoir que ce crétinisme parlementaire était sans résultat et compromettait au contraire le front uni devant les masses qui le regardaient comme « une affaire française ».

(1) Voir l'article de Bertram dans le n° 1 de « Que Faire? » (Janvier 1935).

*La victoire que le fascisme a remporté dans la Sarre ne lui permettra pas de surmonter sa crise intérieure. Les prophètes qui, hier encore, prédirent la chute d'Hitler et qui, aujourd'hui cherchent à deviner combien d'années encore son régime se maintiendra après une telle victoire, ils n'ont rien à faire dans la politique révolutionnaire. Sans doute la victoire dans la Sarre renforcera pour un certain temps l'autorité du régime fasciste. Mais transitoirement, seulement! Il n'a réussi à résoudre aucune des contradictions fondamentales du régime. Il ne peut les résoudre.*

\*  
\*\*

*Quelle fut la réaction de l'I.C. après la défaite de la Sarre? Elle s'adressa à la S. D. N.: « Le parti communiste de la Sarre proteste devant le conseil de la S. D. N. et le monde entier contre la validité du plébiscite... » (L'Huma du 17 janvier 1935).*

*Litvinov à Genève déclara: « Il n'est que de s'incliner devant leur (des Sarrois) décision et d'en féliciter le peuple allemand du retour de ses fils. » (Le Temps du 19 janvier 1935).*

*Le marxisme révolutionnaire n'a rien de commun avec tous les deux, ni avec les appels de Pfordt à la S. D. N., ni avec les félicitations scandaleuses de Litvinov.*

*Non plus avec l'opportunisme mélancolique de Cachin qui explique la défaite de la Sarre par le fait que le front uni dans la Sarre n'était pas assez large.*

*Le prolétariat sarrois fut battu, parce qu'il faisait la même politique qu'on fait en France. C'est là la grande leçon pour nous! L'amour de la patrie que Thorez prêche actuellement, c'était dans la Sarre le national-bolchevisme. Le front uni sans critique avec la social-démocratie réformiste et les catholiques a rendu les communistes responsables devant les masses de l'opportunisme de leurs alliés. Le front populaire sans critique a troublé les ouvriers conscients de classe et les ouvriers catholiques et a transformé la lutte principielle dans une lamentable bouillie unitaire. Le front populaire plein de contradictions n'a pas renforcé la lutte de classe, mais affaibli et déterminé son caractère purement parlementaire.*

*La défaite de la Sarre a aussi des racines internationales. Avouons-le franchement: le prolétariat international, surtout le prolétariat français, n'a pas soutenu la lutte dans la Sarre. Cette responsabilité pèse lourdement sur le P.C.F. et sur le front uni en France. Ni en France, ni à Paris, ni en Alsace-Lorraine, nulle part, le P.C.F. ou le front uni ont essayé de mettre en mouvement les masses du prolétariat pour de puissantes manifestations de solidarité en faveur du prolétariat sarrois. Le prolétariat sarrois abandonné a été battu. Il ne suffit pas aujourd'hui que le prolétariat français accueille fraternellement les ouvriers émigrés sarrois, qu'il lutte pour leur droit d'asile. Il ne suffit pas de protester contre la terreur fasciste brutale dans le territoire de la Sarre.*

*Les devoirs de la solidarité élémentaire ne nous épargnent pas le devoir politique de tirer les leçons de la catastrophe.*

Le Front uni ne peut pas être victorieux que sous la condition d'être l'instrument d'une politique révolutionnaire; il mène à la défaite si l'opportunisme y domine.

*L'histoire a donné dans la Sarre un avertissement grave au prolétariat révolutionnaire de France. Le Front uni, orienté sur les grandes manifestations spectaculaires et non sur les actions réelles, sans la liberté de critique, sans que l'avant-garde prolétarienne soit pleinement consciente du sens de la politique suivie, a les mêmes effets désastreux que le cours ultra-gauchiste.*

Il faut que cette leçon ne soit pas perdue!

La Rédaction

## PROBLÈMES ACTUELS

### Le chemin de l'Unité Syndicale

**Réformisme  
et communisme  
dans les syndicats.**

L'unité syndicale, malgré et contre tous les obstacles, se fraie le chemin en France. Pas un congrès syndical, pas une réunion corporative où la questions de l'unité syndicale ne

soit à l'ordre du jour.

Et pourtant, nous sommes encore loin de la C.G.T. unique. Le courant d'unité syndicale procédant depuis 1930 par vagues successives (vague de 1930-31, vague de 1932-33, vague de 1934) n'a pas réussi à briser toutes les résistances; au début de 1935, la C.G.T. unique paraît encore comme un but lointain, la voie vers elle comme pleine de menaces et d'embûches. Cela risque de décourager chaque partisan de l'unité syndicale et faire avorter le puissant courant de masse.

Pour comprendre les difficultés qui se dressent sur le chemin de l'unité syndicale, il ne faut jamais perdre de vue le fait essentiel dans le mouvement ouvrier d'après-guerre: l'opposition entre les deux grands courants, réformiste et révolutionnaire. Leurs divergences concernent toutes les grandes questions politiques et sociales intéressant la classe ouvrière. Leurs buts sont diamétralement opposés: le courant révolutionnaire, représenté, en premier lieu, par le parti communiste, poursuit le renversement du régime capitaliste et l'instauration de la dictature du prolétariat qui construira la société socialiste. Les réformistes représentés, en France, par le parti socialiste et le courant syndicaliste (direction de la C.G.T.), tendent vers la réforme, rénovation pacifique du régime capitaliste, son amélioration progressive.

Chaque courant politique tend — et c'est inévitable — vers la conquête du mouvement syndical pour ses idées. Cela ne signifie point que la lutte inévitable entre le communisme et le réformisme, que la division politique inévitable au sein du prolétariat doit entraîner la scission syndicale.

Les communistes doivent posséder une organisation politique indépendante pour pouvoir agir sur les ouvriers réformistes. Mais en même temps les communistes sont les partisans conséquents de l'unité syndicale, ils sont prêts même de faire des sacrifices pour la réaliser, car elle leur permet de lutter pour la conquête de larges masses ouvrières aux idées du communisme.

Les syndicats ne sont viables et n'ont de raison d'être — toute l'histoire du mouvement ouvrier le prouve — que dans la mesure où ils sont ouverts à tous les ouvriers, où ils permettent à chaque ouvrier de participer à la vie syndicale, sans distinction d'opinion politique, religieuse ou autre. Toutes les tentatives de faire du syndicat une doublure du parti n'ont abouti qu'à la désaffection des syndiqués qui ne voient pas de raison d'adhérer aux syndicats de ce genre, et préfèrent de rejoindre le parti s'ils partagent ses idées.

#### Les syndicats et la politique.

Il serait faux d'en déduire que les syndicats ne doivent pas faire de la politique. Aucune organisation ouvrière ne peut ne pas faire de politique. L'attitude soi-disant neutre dans la lutte de classe signifie, en fait, une attitude favorable au *statu quo*, c'est-à-dire à la domination de la bourgeoisie. Les syndicats peuvent faire une politique libérale, réformiste, se limiter aux questions corporatives, ce sera alors une politique ouvrière bourgeoise ne touchant pas aux bases du régime capitaliste; ou bien ils peuvent faire de la politique révolutionnaire.

Les syndicats doivent participer à la vie politique, car un de leurs buts essentiels est d'obtenir la reconnaissance légale des revendications ouvrières (journée de huit heures, assurances sociales, pensions de vieillesse, protection légale du travail féminin, des jeunes, des enfants, etc.). Ensuite la lutte économique, dans le processus de son développement, ne se limite à combattre tel ou tel autre capitaliste, mais se dirige nécessairement contre les capitalistes en tant que classe soutenue dans la lutte contre les ouvriers par l'Etat. Elle devient donc une lutte politique. Le caractère de l'activité syndicale est déterminé dans chaque cas par le rapport de forces entre le courant révolutionnaire et le courant réformiste au sein des syndicats.

Le caractère large de l'organisation syndicale s'exprime dans le fait que le syndiqué n'est pas obligé d'accepter un *programme politique*, mais seulement le principe de la lutte de classes et les statuts, pendant que le parti est l'union des hommes liés par tout un programme, déterminant l'action du parti.

L'existence de deux grands courants dans le mouvement ouvrier domine tout le problème de l'unité syndicale.

Tout le problème de l'unité syndicale se réduit, au fond, à la création des conditions permettant cette cohabitation et leur lutte dans les cadres des statuts syndicaux. Le problème de l'unité syndicale est ainsi étroitement lié à celui de la démocratie syndicale.

La démocratie syndicale signifie que chaque syndiqué peut défendre ses opinions au sein du syndicat et que la décision sur toutes les questions appartient aux syndiqués, la minorité devant se subordonner à la majorité. Exiger qu'un syndiqué reconnaisse « l'indépendance absolue » du syndicalisme pour pouvoir adhérer au syndicat est en contradiction avec les bases mêmes des syndicats.

Comment se pose, en réalité, la question de l'indépendance du syndicalisme? Dans la tradition du mouvement ouvrier français cela signifiait la non-immixtion des partis ouvriers dans les affaires syndicales réservées aux « syndicalistes », groupement *sui generis*, en fait, un parti politique occulte. Le parti socialiste se consacrait surtout à l'activité parlementaire, le parti syndicaliste au travail dans les organisations syndicales.

Cette conception fut combattue déjà par Guesde, elle est en contradiction avec les principes du socialisme international (voir par exemple la résolution du Congrès socialiste international de Stuttgart de 1907). Elle fut condamnée par l'Internationale Communiste dès sa fondation.

Les communistes sont partisans de l'indépendance organique des syndicats, ce qui ne signifie rien d'autre que la détermination de toutes les questions de la vie syndicale par les syndiqués eux-mêmes, et n'exclut aucunement ni la collaboration avec les partis ouvriers, ni le droit pour les partis politiques, expression des courants existants dans le mouvement ouvrier, de prendre position sur les questions syndicales. Les communistes combattent l'indépendance *absolue* — dans le sens de la Charte d'Amiens — en tant qu'expression du monopole du parti syndicaliste dans le mouvement syndical. Il est inadmissible de mettre sur le même plan « l'indépendance absolue » envers les gouvernements bourgeois — qu'il faut combattre — et envers les partis politiques, donc aussi le parti communiste, allié naturel des syndicats ouvriers, qui ne peut — à moins de cesser d'être un parti communiste — se désintéresser du mouvement syndical.

**La C.G.T. et l'unité.** La direction de la C.G.T. est contre l'unité syndicale. C'est elle qui a provoqué la scission en 1921, en violant la démocratie syndicale, en voulant empêcher les ouvriers révolutionnaires d'agir à l'intérieur de la C.G.T. pour faire triompher leur point de vue. La direction de la C.G.T. veut empêcher par tous les moyens les éléments révolutionnaires de pénétrer dans la C.G.T., car ils pourraient alors menacer son hégémonie; elle craint par-dessus tout que les ouvriers révolutionnaires et inorganisés, en entrant dans la C.G.T., ne fassent modifier la politique réformiste de la C.G.T.

Jouhaux et son groupement veulent l'unité syndicale par la destruction de la C.G.T.U., en la séparant du parti communiste, en isolant et

en « filtrant » à l'entrée les éléments révolutionnaires conscients; Lenoir a exposé, il y a quelques mois, cette conception dans le *Peuple*: le retour des syndiqués unitaires, sauf les communistes, dans la C.G.T. C'est le point de vue de Jouhaux de 1927:

« L'unité qui augmenterait le nombre des syndiqués, mais qui diminuerait, par les divisions intérieures, la puissance d'action du mouvement syndical? Nous n'en voulons pas. Nous ne voulons pas que les pratiques qui nous ont anémiés pour nous conduire à la scission se renouvellent une fois de plus. » (*Discours du Congrès de juillet 1927.*)

L'unité à la base dans la C.G.T. avec l'interdiction aux syndiqués unitaires « rentrant dans la vieille maison » de faire de la politique révolutionnaire — voici la position véritable de la C.G.T. depuis la scission jusqu'à 1931. C'est au nom de cette conception que la C.G.T. rejette en 1927 la proposition du Congrès de Bordeaux de la C.G.T.U. de « rentrée en bloc dans la C.G.T. »

La politique ultra-gauchiste de la C.G.T.U. poursuivie depuis 1928-29 a affaibli considérablement la Centrale révolutionnaire et a permis à la C.G.T. d'accroître ses effectifs; pendant qu'en 1922, la C.G.T.U. était plus forte que la C.G.T., que ses forces égalent celles de la C.G.T. (y compris les fonctionnaires) en 1927-28, depuis 1929, le rapport des forces change continuellement en faveur de la C.G.T., et actuellement ses effectifs sont, probablement, environ 3 fois plus forts que ceux de la C.G.T.U.

En 1931, à Japy, la C.G.T. est obligée de faire un recul, sous la pression du courant de l'unité d'en bas. Dans sa résolution sur l'unité, le Congrès de Japy

« demande aux syndicats, aux unions départementales et aux fédérations nationales d'industrie de ne poser aucune condition à la rentrée dans le sein de la C. G. T. et leur laisser toute latitude pour ce qui concerne l'application de leurs statuts ».

La résolution de Japy fut appréciée par le P.C. et la C.G.T.U. comme une manœuvre ayant pour but d'empêcher la réalisation de l'unité syndicale.

Si les réformistes du Comité des 22 ont adhéré à la motion de Japy, en laissant dans l'ombre son caractère de manœuvre, en ne voyant pas que la direction de la C.G.T. lâche un morceau (les conditions d'admission) pour conserver le tout (son hégémonie), la direction de la C.G.T.U. a adopté une position nihiliste, niant la concession faite par la C.G.T. sous la pression des éléments révolutionnaires au sein de la C.G.T., qui désiraient la réalisation immédiate de l'unité syndicale et l'abandon de la politique réformiste. Par cette attitude négative la C.G.T.U. a facilité le succès de la manœuvre de la C.G.T.: la motion de Japy a permis à la C.G.T. d'absorber les syndiqués unitaires qui ont suivi la minorité de la C.G.T.U. (alimentation, Boville; mineurs de la Loire, Arnaud; chemi-

nots de l'Etat, Rambaud; ports et docks, typos parisiens, etc.), les séparer ainsi du gros des troupes unitaires.

**La position de la C.G.T.U.** Si la direction de la C.G.T. conserve au fond tout le temps la même position dans la question de l'unité syndicale, on ne peut dire la même chose de la C.G.T.U.

La C.G.T.U., dès sa fondation, a arboré le drapeau de l'unité fixée même dans son titre. Avec le « tournant » de 1928, elle abandonne *en fait* le terrain de l'unité; en 1929, elle fixe dans la résolution de son Congrès son caractère en tant « qu'organisation syndicale dirigée par le Parti communiste » (reconnaissance du rôle dirigeant du parti).

Le nouveau tournant dans ce domaine est inauguré en 1931. La C.G.T.U. se proclame partisan de l'unité syndicale de classe. Elle condamne l'idée du congrès de fusion des deux C.G.T. lancé par le comité des 22. Elle préconise la C.G.T. unique de lutte de classe qui devrait être au fond une édition élargie de la C.G.T.U. actuelle, car comme condition préalable de l'adhésion au Congrès national d'unité on met la charte des travailleurs comprenant « le rejet absolu de la collaboration de classes avec la bourgeoisie nationale et internationale » (résolution du VI<sup>e</sup> Congrès de la C.G.T.U., septembre 1931), c'est-à-dire le rejet du programme de la C.G.T. La voie qu'on préconise pour réaliser l'unité syndicale, ce sont des assemblées communes des syndiqués, des comités d'unité, de divers organismes du front unique et de l'unité d'action, des conférences nationales d'industrie, etc. Toutes ces propositions d'unité sont d'ailleurs rejetées systématiquement par la C.G.T.

Toute autre forme de l'unité syndicale que celle prévue par la C.G.T.U. est qualifiée d'escroquerie et de trahison.

Dans son discours de clôture au VII<sup>e</sup> Congrès de la C.G.T.U., en septembre 1933, Gitton résume la position de la C.G.T.U. depuis 1931:

« C'est à la base que se réalisera l'unité syndicale. L'entente est impossible entre la C.G.T. et la C.G.T.U. parce que, comme je l'indiquais pour la Fédération autonome de fonctionnaires, aucune charnière ne peut lier les deux centrales. » (*Compte rendu du 7<sup>e</sup> Congrès de la C.G.T.U.*, p. 639.) confédérés et que dans la discussion ils n'ont pu introduire le mot d'ordre

Avec certaines modifications de détail, le P.C. et la C.G.T.U. gardent cette position jusqu'en juin 1934.

Le tournant intervient en juin 1934, avec les lettres de la C.E. de la C.G.T.U. à la C.A. de la C.G.T. des 8 et 13 juin (rappelons que lors des journées de février, la direction de la C.G.T.U. a refusé de s'adresser à la C.A. de la C.G.T.). A la conférence d'Ivry en juin 1934, Frachon proclame l'abandon de « l'unité syndicale de lutte de classes » en ridiculisant les communistes qui

« se croient déshonorés lorsqu'ils ont fait des réunions avec des ouvriers confédérés et que dans la discussions ils n'ont pu introduire le mot d'ordre de la lutte des classes » (FRACHON et MONMOUSSEAU, *Pour une C.G.T. unique*, p. 14).

Dans la correspondance qui s'engage avec la C.G.T., la direction de la C.G.T.U. débarrasse de plus en plus ses propositions des « oripeaux radicaux », de la phraséologie gauchiste pour aboutir, au Conseil Confédéral National d'octobre 1934, au plan de fusion des deux C.G.T., sur la base de « l'indépendance absolue des syndicats à l'égard des gouvernements, des partis politiques, etc. ».

Depuis la C.G.T.U. fait encore un pas en avant en faisant sienne la résolution de la Fédération confédérée des services publics des 1 et 2 décembre préconisant la fusion des syndicats avec la limitation du droit de formation des fractions auxquelles on interdit « de faire prévaloir, dans les discussions intérieures du syndicat, les mots d'ordre d'organisations extérieures ».

En même temps, la C.G.T.U. soutient et encourage la formation des syndicats uniques qui prennent une ampleur considérable chez les cheminots (90.000 membres des unions et syndicats unifiés et unique sur 120.000 syndiqués), ailleurs ce mouvement n'a pas l'air de prendre racines. Les syndicats uniques sont condamnés par presque toutes les fédérations de la C.G.T. (seule la minorité du Conseil National des Cheminots y est favorable).

Dans ces conditions la mise au centre des syndicats uniques risque d'affaiblir la lutte pour l'unité syndicale. Il y a un double danger: 1° les syndicats uniques s'isolent des masses des adhérents de la C.G.T., se limitent au cadre local ou corporatif, au lieu de concentrer leurs efforts pour aboutir à l'unité syndicale sur l'échelle nationale; 2° les syndicats uniques, pour échapper à l'influence de la direction de la C.G.T.U., ont une tendance de se réfugier dans l'autonomie, ce qui ne pourrait que renforcer encore l'atomisation syndicale.

**La pression des masses oblige Jouhaux à des compromis** Dans la C.G.T., une lutte se poursuit entre la direction hostile à l'unité syndicale, tendant vers l'élimination du parti communiste du mouvement syndical, vers la désagrégation ultérieure de la C.G.T.U. et l'absorption des unitaires « filtrés » préalablement, et les masses syndiquées, surtout des fonctionnaires et des travailleurs des services publics, formant le gros de la C.G.T., se révoltant contre la politique réformiste, voulant l'unité syndicale immédiate, mais conservant encore la confiance dans l'état-major actuel de la C.G.T. et pleins de méfiance envers la C.G.T.U. Cette contradiction a dominé les débats du Comité Confédéral National d'octobre et a abouti à un compromis qui, tout en conservant le fond de la motion de Japy, fait une concession sur deux points importants: 1° on remplace la formule blessante pour les unitaires « retour à la C.G.T. » par la formule « la reconstitution de la vieille C.G.T. »; 2° la C.G.T. reconnaît pour la première fois à la C.G.T.U. le droit de participer au contrôle de la fusion.

Comme avec la motion de Japy, la direction de la C.G.T.U. n'a pas vu le caractère contradictoire, double de la motion d'octobre 1934. Elle

ne voit qu'un aspect de la question: la direction de la C.G.T. cède sur la forme pour maintenir le fond, l'intangibilité de son hégémonie dans le mouvement syndical. Elle ne voit pas le second aspect: la direction de la C.G.T. est obligée de jeter du lest pour maintenir sous son influence ses troupes, elle fait des concessions qu'elle veut rendre *apparentes, dérisoires*, mais le résultat ne dépend pas *seulement* d'elle. Pour la masse des syndiqués confédérés, ces concessions représentent quelque chose de réel, d'important. C'est au prix de ces concessions qu'ils conservent leur confiance dans leurs chefs, et quand ils verront que pour Jouhaux, Belin, Lenoir, il ne s'agit que d'un mensonge, d'une manœuvre honteuse, ils pourront bien se détourner d'eux en exigeant qu'on travaille *réellement* pour l'unité syndicale.

La tâche des communistes, des révolutionnaires, c'est précisément de faciliter aux masses cet apprentissage, de mettre les Jouhaux au pied du mur, de les obliger à se démasquer comme adversaires de l'unité du mouvement, que la C.G.T.U., elle, renonce à toutes les considérations de forme pour réaliser l'unité. Le fait essentiel pour l'unité syndicale, ce n'est pas la volonté de Jouhaux, ni les désirs de Lenoir, c'est l'existence d'un courant unitaire, oppositionnel, antiréformiste dans la C.G.T., courant confus, inconséquent, hésitant, mais objectivement progressif et sain. La C.G.T. se trouve en état de crise, c'est pourquoi elle est obligée de condamner en paroles son programme réformiste d'hier et élabore une nouvelle plateforme « planiste » inspirée du néo-réformisme. La politique des communistes sera efficace, portera les fruits dans la mesure où ils réussissent à se lier à ce grand courant de gauche dans la C.G.T., gagner la confiance des confédérés, les influencer.

**Où va la C.G.T.U.?** La politique poursuivie par la direction de la C.G.T.U. ne s'inspire pas de ces préoccupations fondamentales. Après la première tentative juste d'utiliser la concession de la C.G.T. (première proposition du C.C.N. unitaire après la première résolution du C.C.N. confédéré), on rompt les pourparlers sur la question de l'affiliation internationale et sur la question si les statuts de la C.G.T. formeront les cadres de la fusion.

La direction de la C.G.T.U. considère que ce sont des questions fondamentales, car derrière elles les chefs de la C.G.T. cachent leur volonté de réaliser l'unité dans la C.G.T., à leur manière (ils le disent d'ailleurs ouvertement). Oui, telle est leur *volonté*. Mais si l'on croit qu'on peut empêcher ce plan par les règles plus perfectionnées de la fusion, c'est du « crétinisme parlementaire ». Le plan de fusion de la C.G.T.U. de 1934 est, sans aucun doute, meilleur que celui de la C.G.T. (comme le plan de 1931-33 était meilleur que celui de 1934), mais dans les conditions actuelles, avec le rapport actuel des forces, ils sont inefficaces, car ils ne permettent pas de pénétrer parmi les ouvriers réformistes pour y mener le travail révolutionnaire. Or, c'est cela le critère de la justesse d'un mode de fusion, et non pas un raisonnement abstrait sur les avantages comparés des diverses modalités de l'unité.

Frachon rejette aujourd'hui la « rentrée dans la C.G.T. » avec les mêmes arguments qu'il employait hier contre le « congrès de fusion », avant-hier contre la C.G.T. unique. La rentrée dans la C.G.T. suppose, paraît-il, « la soumission au programme de collaboration de classe de la C.G.T., à ses statuts, à ses méthodes ». Le programme *réel*, les statuts *réels*, les méthodes *réelles* des syndicats unifiés dépendront non pas des dispositions les mieux formulées, des garanties *formelles* les plus parfaites, mais du rapport des forces entre les révolutionnaires et les réformistes au sein de la C.G.T. Les statuts, les garanties ne vaudront que dans la mesure où ils seront appuyés sur un puissant courant d'en bas, sur la force des syndiqués. Les lamentations sur les méchants chefs réformistes qui ne veulent pas l'unité, les regrets que le temps presse, les desiderata pieux, les cris d'indignation peuvent aussi peu changer ces rapports réels que la répétition de la thèse fautive: « nous étions toujours pour l'unité ».

**Le chemin vers l'unité.** La reconstitution de l'unité syndicale est une des prémisses décisives de l'essor du mouvement ouvrier en France, de la pénétration des syndicats dans les grandes usines où leur influence est extrêmement faible.

Mais cet essor n'est pas la conséquence automatique de l'unité syndicale. L'unité en soi n'assure pas le progrès du mouvement ouvrier. L'unité syndicale et politique du prolétariat en Angleterre ou en Belgique n'a pas empêché de multiples défaites de la classe ouvrière, comme elle n'a pas empêché la débâcle de la classe ouvrière autrichienne.

La lutte pour l'unité syndicale en France n'est pas un simple problème d'organisation, c'est une partie inhérente de la lutte entre le communisme et le réformisme pour la direction du prolétariat de ce pays. Envisagée sous cet angle, l'unité syndicale peut se réaliser de deux façons: *par la capitulation devant le réformisme ou dans la lutte contre lui.*

La tendance qui se fait jour dans la C.G.T.U. pour « l'unité à tout prix » (voir par exemple la résolution de la conférence d'Ivry du P.C.F.) c'est-à-dire même au prix de la capitulation devant le parti syndicaliste ne peut aboutir à une unité solide et durable. La subordination à la domination réformiste du courant révolutionnaire affaiblirait de beaucoup la force des syndicats en tant que mouvement de classe, diminuerait la force d'attraction des syndicats sur les inorganisés et mènerait, dans l'avenir plus ou moins rapproché, vers de nouvelles scissions. Le résultat d'une telle « unité » serait pire que l'état actuel des choses.

Seule la seconde façon de réaliser l'unité syndicale, dans la lutte contre le réformisme, garantit une unité réelle et solide, assure l'essor du mouvement syndical unifié.

**La décision dépend de la C.G.T.U.**

L'avenir du mouvement pour l'unité syndicale dépend, en premier lieu, de la C.G.T.U. Que doit-elle faire pour que l'unité syndicale se réalise avec le plus de profits pour le prolétariat?

1° D'abord reviser franchement et ouvertement sa ligne fautive de 1928-34 aussi bien dans la question de l'unité syndicale, que dans celle de la tactique gréviste et de son régime intérieur. Seul, un bilan sincère des fautes qui aboutirent à l'affaiblissement énorme de la C.G.T.U., permettra de tirer les leçons du passé et préparer idéologiquement la lutte au sein de la C.G.T. unifiée. Seul un bilan pareil renforcera la confiance des ouvriers révolutionnaires de la C.G.T. dans les communistes et en fera des partisans sincères de l'unité syndicale.

2° La C.G.T.U. doit opposer au plan de la C.G.T. un programme d'action révolutionnaire qui fournira une base commune de lutte de la C.G.T. unifiée et les partis communiste et socialiste. Ce programme doit rejeter nettement l'indépendance absolue du syndicalisme comme une utopie réactionnaire et préconiser la participation de la C.G.T. au front unique prolétarien (c'est à quoi s'oppose la thèse commune de la C.G.T. et de la C.G.T.U. sur l'indépendance *absolue* des syndicats).

3° Après que presque toutes les fédérations de la C.G.T. se sont prononcées contre le congrès de fusion en imposant en même temps à la direction de la C.G.T. la formule de compromis « reconstitution de la vieille C.G.T. », la C.G.T.U. doit tenir compte de cette situation de fait dans sa lutte pour l'unité syndicale.

En insistant sur le plan de fusion, en laissant dévier la discussion sur ce terrain, la C.G.T.U. fait le jeu de la direction de la C.G.T. Nous devons mettre en avant la question du respect de la démocratie syndicale, de la possibilité pour la minorité révolutionnaire de développer son activité. Donc — comme en 1927 — il faut accepter la rentrée en bloc dans la « vieille C.G.T. reconstituée ». L'esprit de « l'union sacrée » avec le réformisme, reflet de l'impatience des masses ouvrières entrées fraîchement dans la vie politique, pénètre tout le mouvement pour l'unité syndicale. La C.G.T.U., en concentrant l'attention sur les questions de forme, encourage ce danger, l'alimente en fait.

Il est faux de rompre les pourparlers sur la question de l'affiliation internationale, comme il est faux de reconnaître le principe de l'indépendance absolue du syndicalisme. Dans ces deux questions les révolutionnaires devraient nettement formuler leur position: pour les *principes* de l'I.S.R., contre l'indépendance absolue. La C.G.T. exige comme condition *sine qua non* l'acceptation de l'affiliation à Amsterdam et de l'indépendance absolue, cela ne doit pas faire obstacle à l'unité sous réserve que nous pourrions lutter *au sein de la C.G.T. unique* pour nos conceptions. C'est l'essentiel. *Sans la réalisation de cette condition*, même un congrès de fusion, d'après le plan de la C.G.T.U., ne signifierait autre chose que la soumission réformiste, et la capitulation devant lui. A cette revendication fondamentale doit être subordonnée toute notre politique.

Or, sa réalisation, comme nous avons vu, dépend du degré de notre

liaison avec les ouvriers réformistes, de leur pression qui est déjà suffisamment forte pour empêcher, avec notre politique juste, les dirigeants de la C.G.T. de réaliser leur plan de « filtrage » des éléments révolutionnaires ou au moins pour dresser dans ce cas une partie importante de la C.G.T. contre Jouhaux.

La voie des syndicats uniques est une excellente voie vers l'unité, mais comme les autres plans de la C.G.T.U., cette route vers l'unité heurte, comme l'expérience le montre, la majorité des ouvriers confédérés. Chez les cheminots les conditions particulières dans l'analyse desquelles nous ne pouvons entrer ici (le rapport des forces plutôt favorables aux unitaires, les expériences de 1920 et de février 1934, le caractère de la politique unitaire depuis des années, etc.) favorisent cette voie vers l'unité, ces conditions ne se retrouvent pas ailleurs. Dans cette situation ce mouvement risque ou bien de mener les cheminots vers l'autonomie, ou bien les isoler dans la C.G.T. et consolider ainsi sa propre position. D'ailleurs l'absence d'une position générale claire et nette dans la question de l'unité, le maintien des obstacles formels par la C.G.T.U. fait que même les « cheminots unifiés » sont méfiants envers la C.G.T.U. la considèrent comme une organisation réservée aux révolutionnaires et gardent leur attachement à la C.G.T., malgré la position anti-unitaire et réformiste de sa direction.

La tactique que nous préconisons présente des dangers comme chaque action politique sérieuse. Les unitaires risquent de se noyer dans la C.G.T., de tomber sous l'influence de Jouhaux, de consolider ainsi les positions du réformisme. Il est plus facile de rester dans les syndicats unitaires squelettiques et proclamer la nécessité des luttes, des grèves et de composer les *meilleures* voies qui mènent vers les luttes et vers l'unité syndicale sans parler de ses propres fautes. Oui, mais ainsi on n'aboutira ni à l'unité syndicale, ni à l'organisation sérieuse et solide des luttes économiques. Les deux tâches sont indissolublement liées, elles ne seront résolues d'aucune façon *en dehors* des membres de la C.G.T. et des milliers d'ouvriers qui la suivent, mais avec eux, par le travail parmi eux; la voie que nous proposons mène seule vers ce but.

C'est le chemin que les communistes doivent indiquer à la C.G.T.U. Est-ce que le parti prendra ce chemin? Cela dépend de la force des éléments prolétariens du parti, de leur compréhension, de leur énergie. Les camarades qui partagent notre point de vue doivent le défendre dans les organisations du parti.

Nous ne nous adressons pas seulement aux camarades du Parti, nous appelons les éléments avancés dans la C.G.T.U. et la C.G.T. d'agir dans le même sens, de défendre nos idées, de lutter pour la véritable tactique communiste dans la question de l'unité syndicale.

PIERRE LENOIR.

## Pour un programme d'action révolutionnaire

Après la conclusion du pacte d'unité d'action entre le parti communiste et le parti socialiste, la direction de notre parti s'est proposée de rassembler dans un « Front Populaire » les couches les plus larges, non seulement du prolétariat et de la paysannerie pauvre, mais aussi de ce qu'elle appelle « les couches moyennes ». Elle s'efforce de faire entrer dans ce « Front Populaire » non seulement les travailleurs sympathisants au parti communiste ou au parti socialiste, mais aussi ceux qui sont influencés par le parti radical et même ceux qui suivent les partis de la grande bourgeoisie réactionnaire.

Dans ce but, elle s'est assignée comme tâche de ramasser et de réunir dans un même texte toutes les revendications immédiates qui lui paraissent être populaires parmi les diverses couches de la classe ouvrière et de la petite bourgeoisie, sans autre critérium que d'écarter seulement celles d'entre elles qui iraient directement à l'encontre des intérêts du prolétariat. De cette manière elle obtint non pas un programme communiste d'action immédiate, objectif qu'elle n'avait point, mais une longue liste de revendications immédiates plus ou moins bien classées par catégories: pour les ouvriers, pour les fonctionnaires, pour les chômeurs, pour les paysans, pour les artisans et petits commerçants, pour les anciens combattants, pour les libertés démocratiques, etc. Elle baptisa le tout « Programme du Front Populaire pour le Travail, la Paix et la Liberté » et invita le parti socialiste à se prononcer sur le texte ainsi composé.

Le Conseil National Socialiste du 25 novembre déclara que cette liste de revendications ne formait pas un programme cohérent, souligna que plusieurs d'entre ces revendications étaient d'une modération excessive et en bref lui reprocha de ne pas porter « une empreinte socialiste ».

Aussi chargea-t-il la C. A. P. de rédiger avec et dans la réponse à la lettre du Bureau Politique du parti communiste un projet de programme « contre le fascisme et pour la République » dans lequel « l'empreinte socialiste » serait, paraît-il, reconnaissable à la simple lecture des mots d'ordre dans le genre de: « nationalisation du crédit, des banques et des assurances, socialisation des grands monopoles capitalistes, etc ».

Par la suite, une discussion particulièrement confuse s'engagea au cours de laquelle la direction de notre parti répondit notamment le 9 décembre par une longue déclaration dont le point central était une polémique contre le prétendu caractère socialiste des nationalisations, avec citations d'Engels, ce qui, dans l'esprit des auteurs de la déclaration,

devait justifier leur refus d'inclure des mesures de nationalisation dans leur projet de « programme du Front Populaire ».

Le 10 janvier, les pourparlers furent rompus après le rejet d'un projet de compromis de Zyromski (*Popu* du 20 janvier). Chacun resta sur ses positions; le parti socialiste avec sa conception d'un programme de nationalisations; la direction de notre parti bien résolue à réaliser son « Front Populaire » sans — et peut-être contre — le parti socialiste.

Pourtant, ni l'une ni l'autre de ces positions ne correspond aux exigences de la situation. Actuellement plus que jamais, pour mener la lutte révolutionnaire, ce dont le prolétariat — et à sa suite toutes les masses laborieuses — ont besoin, c'est un programme d'action révolutionnaire. Le parti communiste n'en a pas — pas plus d'ailleurs que la C. G. T. U. — car on ne saurait qualifier de programme d'action révolutionnaire ni des listes plus ou moins changeantes de revendications immédiates, ni « ce que nous ferons quand nous aurons instauré le gouvernement soviétique ouvrier et paysan ». Il faut un programme montrant quelle doit être dans les circonstances actuelles la voie pour l'issue révolutionnaire de la crise, un programme montrant clairement la liaison indissoluble qui existe entre les revendications immédiates et cette issue.

Tant qu'un tel programme ne sera pas élaboré et tant que la classe ouvrière et les masses laborieuses ne seront pas entraînées dans sa réalisation — en un mot tant que l'avant-garde du prolétariat ne comprendra pas clairement quel est son chemin et quels sont ses moyens, — toutes les tentatives de « programme du Front Populaire », de « programmes communs », etc., ne feront qu'accroître la confusion. Tant que la direction du parti communiste ne saura pas quelle est, dans les conditions actuelles, la voie prolétarienne révolutionnaire, toute tactique pour entraîner les autres couches laborieuses est vouée à l'échec.

\*  
\*\*

Le projet de programme proposé par le parti socialiste repose tout entier sur la plus pure conception réformiste. C'est la C. A. P. elle-même qui prend soin de nous en avertir dans sa réponse à la direction de notre parti (*Populaire* du 28 novembre). « Tout programme commun d'action immédiate doit reposer essentiellement... sur la recherche des mesures qui peuvent amortir les incidences les plus cruelles (de la crise), mesures qui revêtiront nécessairement le caractère d'une modification de la structure capitaliste ».

Déjà dans la discussion qui eut lieu trois jours avant au Conseil National, Blum disait à ce sujet: « Pour nous, la réforme n'est pas un moyen d'attirer à soi, mais la possibilité de planter, dans la structure du régime capitaliste, les flèches, d'y poser les points d'appui qui prépareront et soutiendront l'action ultérieure à mener ». Quand la C. A. P. poursuit en disant que ce faisant elle reste fidèle à une très longue tradition de la pensée socialiste, elle a raison... à un mot près. Elle demeure

fidèle à la tradition du *réformisme* classique émise sous sa forme la plus nette par Bernstein: la réalisation progressive du socialisme par réformes successives de la structure capitaliste.

Dans la conception réformiste, ces « *piliers socialistes* » sont précisément ce que l'on nous propose dans le projet de la C. A. P. sous le nom de nationalisation des banques, des assurances, des grands monopoles, de création d'offices nationaux (du blé, du vin, etc.).

Dans cette question des « nationalisations » et du contrôle par l'Etat en régime capitaliste, une chose est claire, même pour un apprenti marxiste, c'est le caractère non pas socialiste, mais bien capitaliste, de telles mesures. Mais avec cela le problème n'est pas résolu — contrairement à ce que pensent les auteurs de la réponse du parti communiste à la C. A. P.

Dans l'*Emancipation* de Saint-Denis, Doriot cite longuement Lénine, rappelle que Lénine considérait comme juste et nécessaire de lutter pour la nationalisation des groupements capitalistes les plus importants exerçant un monopole, etc. pendant toute la période avant la prise du pouvoir, et que, ce faisant, il soulignait sans cesse que ces mesures n'ont pas un caractère socialiste, que par elles-mêmes elles ne modifient en rien les rapports de propriété.

Et du coup Doriot en tire la conclusion que « le plan de Lénine ressemble comme un frère au programme publié par le parti socialiste et à certains plans socialistes »!

Malheureusement, Doriot a simplement « oublié » un « petit détail ». En effet, dans tous les articles de Lénine sur cette question revient comme un leit-motiv l'idée qu'il y a deux façons de réaliser la nationalisation des trusts et des banques, qu'il y a deux voies, la voie bureaucratique réactionnaire et la voie révolutionnaire démocratique. Et lorsque Doriot cite les cinq points des mesures de nationalisation préconisées par Lénine, il s'arrête net au troisième point en se gardant bien de transcrire la phrase qui suit immédiatement qui est d'une importance décisive, et qui précisément éclaire toute la question: « Voyons maintenant, dit Lénine, quels seraient les résultats de chacune de ces mesures (de nationalisation) à la condition qu'elles fussent réalisées révolutionnairement et démocratiquement ». Deux pages plus loin, parlant de la nationalisation en régime capitaliste (en Allemagne), Lénine dit: « Ils réalisent comme tels des transformations qui leur sont nécessaires par la voie réactionnaire, bureaucratique, tandis que nous avons ici en vue la voie révolutionnaire, démocratique. Cette « petite différence » est d'une importance capitale ». (Tome XX, page 204.) Et Lénine de se moquer cruellement des menchéviks et socialistes révolutionnaires qui (tout comme Blum et Doriot) oublient cette « petite différence ».

Sans cesse, dans tous les articles que nous avons cités, Lénine martelle cette idée: s'en remettre à l'Etat existant pour combattre la rapacité capitaliste, c'est se moquer du monde, c'est une illusion petite bourgeoise. Il n'y a pas de salut par la voie bureaucratique; — et cette autre idée: l'idée maîtresse de la résolution (sur les mesures économiques de con-

trôle à prendre) c'est d'opposer à la phrase bureaucratique et petite bourgeoise sur le contrôle, les conditions d'un *contrôle effectif* sur les capitalistes et la production. Les bourgeois mentent en faisant passer pour du contrôle les mesures de régularisation de l'Etat assurant aux capitalistes des bénéfices triplés sinon décuplés.

La différence entre la position marxiste léniniste et la position réformiste ne réside donc pas dans la question de savoir s'il faut mettre ou ne pas mettre nationalisations et contrôle de la production dans un programme d'action (contrairement à la direction de notre parti nous pensons qu'il faut les mettre dans la situation actuelle), mais elle réside dans la question de savoir *de quelle façon, par quelle voie*, doivent être réalisées ces mesures. Comme dit Rosa Luxembourg contre Bernstein, la différence entre révolutionnaires et réformistes réside non dans le *quoi*, mais dans le *comment*. Les nationalisations par l'Etat préconisées par la C.A.P., c'est l'objectif capitaliste en vue de remplacer la révolution prolétarienne; les nationalisations par le contrôle ouvrier, c'est l'objectif révolutionnaire en vue de mieux préparer la révolution prolétarienne.

\*\*

En s'opposant à l'introduction de l'idée des nationalisations et du contrôle sur la production, en niant scolastiquement cette idée, en ne comprenant qu'un aspect de la position dialectique marxiste de la question, les rédacteurs de la réponse de notre parti à la C.A.P. se sont tout d'abord empêtrés dans un réseau inextricable de contradictions. Ils se refusent, disent-ils, à inclure des mesures de nationalisations dans leur « programme » de revendications immédiates. Mais en fait ils incluent sans le dire et tout en le niant de telles mesures. Ils disent, par exemple, « défense du franc contre les spéculateurs à la baisse et les exportateurs de capitaux ». Sans parler du ridicule de cette revendication, peut-elle signifier, si elle a un sens, autre chose qu'un contrôle sur la bourse et les banques? Ils disent encore: « contrôle de la fabrication et du commerce des armes ». Si vous acceptez le contrôle des armes, leur demandons-nous alors, au nom de quel principe refuserez-vous le contrôle des trusts et des banques? Lorsque vous parlez d'assurances sociales aux frais de l'Etat et du patronat, n'est-ce pas d'une nationalisation des assurances sociales que vous parlez? Si vous préconisez la conscription des grosses fortunes, ne voyez-vous pas qu'il ne peut s'agir que de l'établissement d'un enregistrement, d'un contrôle nationalisé des fortunes? Alors, dans ces conditions, pourquoi refuser mordicus dans votre programme la nationalisation et le contrôle de la production et des banques?

C'est précisément en défendant sans la moindre logique une position insoutenable, que vous prêtez le flanc à Léon Blum lorsque celui-ci se moque malheureusement avec raison de la modération de votre programme. En effet, les revendications préconisées par vous ne découlent pas d'une analyse de la situation, elles ne sont pas liées entre elles par un principe commun. Vous les avez notées, même si elles sont absur-

des et contraires à votre position relative à la nationalisation et au contrôle, uniquement parce qu'elles vous semblent populaires dans certaines couches. Vingt fois vous avez dit vous-mêmes que le désarmement général sur les bases proposées par la S.F.I.O. était une utopie petite-bourgeoise, vous avez dit la même chose du contrôle de la fabrication et du commerce des armes. Mais vous n'hésitez pas à mettre dans un programme du Front Populaire des revendications que vous considérez comme utopiques et fallacieuses. Etonnez-vous après cela si l'on dit que votre programme est démagogique! C'est justement la définition même de la démagogie que de défendre publiquement des idées (qu'à part soi on estime fausses) pour la seule raison qu'elles flattent les masses.

Mais, direz-vous, ce qui compte, ce n'est pas le moyen employé pour obtenir l'action, ce qui compte c'est l'action elle-même. C'est bien là que vous devez en venir logiquement, et c'est là où nous vous attendions. L'action pour l'action, ou, comme disaient vos frères aînés les anarcho-syndicalistes d'avant-guerre: « la grève pour la grève », il n'y a que cela qui compte. C'est bien, en effet, cet état d'esprit à la fois anarchisant et réformiste (1), qui caractérise au fond le projet de programme présenté au nom de notre parti — sans d'ailleurs que le parti en ait discuté le moins du monde.

\*\*

Nous pensons donc que du point de vue de l'élaboration d'un programme d'action révolutionnaire, il faut repousser l'un et l'autre des projets en présence parce que ni l'un ni l'autre ne sont conçus dans un esprit marxiste léniniste.

La question qui est posée par la réalité politique et sociale et que se répètent des millions d'ouvriers, de chômeurs, de paysans, de petites gens, est la suivante: « *Comment sortir de là? Comment sortir de la crise?* »

C'est pourquoi l'essentiel, dans un vrai programme d'action du parti révolutionnaire prolétarien, doit être la réponse claire lumineuse, éblouissante, à cette question; toutes les revendications immédiates et les méthodes d'action de masses préconisées doivent tourner autour de cela, doivent conduire irrésistiblement à cela.

C'est précisément ce que comprit Lénine lorsque dans le programme d'action du parti bolchévique il a inclus l'idée du contrôle ouvrier de la production, non pas en en faisant un mot d'ordre de collaboration de classe, mais au contraire en opposant la façon prolétarienne, révolutionnaire de marcher à ce contrôle et de le réaliser à la conception menchévique, bureaucratique, collaborationniste.

(1) Ce caractère réformiste apparaît nettement dans l'article de Thorez (*Humanité* du 9 janvier) où l'on qualifie le projet du P.C. comme « susceptible d'aboutir dans le cadre du régime actuel ». C'est la même position que celle de Frossard, qui propose d'amender légèrement ce projet pour obtenir « un ensemble de réformes réalisables dans le cadre du régime actuel » (*Populaire* du 14 décembre 1934).

Qu'on ne nous dise pas: « Cela se passait dans une période directement révolutionnaire juste avant la prise du pouvoir ».

Au 3<sup>e</sup> Congrès de l'I.C. (juillet 1921) dans les thèses sur la tactique élaborées avec la participation et sous le contrôle de Lénine, la question n'est pas posée de cette façon scolastique suivant laquelle on sépare arbitrairement les mots d'ordre du parti pendant une période dite « directement révolutionnaire » de ses mots d'ordre dans une période dite « non directement révolutionnaire ».

Les thèses du 3<sup>e</sup> Congrès sur la tactique montrent en effet la liaison étroite qu'il faut établir entre les revendications partielles et le mot d'ordre du contrôle ouvrier et que ce mot d'ordre doit être mis en avant dans la mesure où les luttes partielles se développent en une lutte plus générale contre le capitalisme (1).

S'il n'était pas opportun de lancer le mot d'ordre du contrôle ouvrier dans une période de « prospérité » où, devant les grandes masses ne s'imposait pas la question impérieuse d'une issue révolutionnaire, actuellement, dans la période de délabrement économique où les pertes causées par la crise dépassent le coût de la guerre mondiale, il en va tout autrement. La classe ouvrière et partiellement la paysannerie sont entrées en mouvement pour sortir de l'effroyable situation causée par la crise. Elles cherchent une solution révolutionnaire à la crise, la situation objective actuelle de crise monstrueuse et de délabrement économique inouï, de faillites et de krachs, de spéculations éhontées et de scandales formidables « suscite déjà partout la revendication du contrôle public et gouvernemental de la production et de la répartition des produits les plus importants ».

N'est-il pas vrai, par exemple — pour ne prendre qu'un cas parmi les plus récents — que lors du krach des entreprises Citroën, la revendication d'un contrôle par les ouvriers et les employés eux-mêmes de la situation financière de l'entreprise en déconfiture, sans même parler du contrôle de l'embauche lors de la rentrée partielle, était sur toutes les lèvres? que chacun voulait savoir où étaient passés les centaines de millions de bénéfices, qui en avait profité, de quels droits étaient chaque année assurés 70 millions à une poignée de requins? quelle était la situation réelle de la comptabilité, etc.?

Quand notre parti se refuse de poser, à la façon populaire démocratique le mot d'ordre du contrôle ouvrier, ce sont les dirigeants du parti socialiste qui posent le mot d'ordre du contrôle gouvernemental à la façon bureaucratique capitaliste, et c'est ainsi que Léon Blum a lancé le mot d'ordre du séquestre.

Lancé dans une telle situation, le mot d'ordre du contrôle ouvrier par un conseil des ouvriers et des employés, en collaboration étroite

(1) « Tous ces mots d'ordre concrets, ayant leur source dans les besoins économiques des masses ouvrières, doivent être introduits dans le plan de la lutte pour le contrôle ouvrier, qui ne sera pas un système d'organisation bureaucratique de l'économie nationale sous le régime du capitalisme, mais la lutte contre le capitalisme menée par les soviets industriels et les syndicats révolutionnaires. » (Thèses et résolutions du 3<sup>e</sup> Congrès de l'I. C., page 33.)

avec les syndicats, loin de pousser à la collaboration de classe, élève le niveau de la lutte des ouvriers, leur fait entrevoir concrètement, sur la base de leur propre expérience, la possibilité et la nécessité de la lutte pour le pouvoir. Au contraire, les seules revendications purement « économiques » lancées à cette occasion par le parti communiste et le syndicat unitaire des métaux s'avèrent absolument insuffisantes, maintiennent la lutte à un niveau élémentaire, trade-unioniste, empêchent de poser dans toute son ampleur l'aspect politique du krach et de la lutte à mener.

C'est en multipliant ces revendications qu'on rapprocherait le mouvement prolétarien actuel de la conception concrète de la lutte pour le pouvoir, et qu'on balayerait toutes les fadaïses réformistes de séquestre bureaucratique avec son cortège d'experts, d'huissiers, de conseillers juridiques, de syndics, de paperasse, à l'insu et au détriment des masses, au profit de l'Etat capitaliste et des groupes financiers.

Travailler à lancer le mot d'ordre du contrôle ouvrier, à mobiliser et à organiser les masses autour de lui, aurait été un peu plus utile, et aurait montré un peu plus de sens révolutionnaire que les polémiques pédantes et aussi éloignées de la vie que possible, sur le prétendu caractère socialiste des « nationalisations » de la C.A.P. réformiste.

Les communistes doivent exiger de la direction du parti la discussion rapide dans tout le parti du mot d'ordre du contrôle ouvrier et en général d'un véritable programme d'action dont ce mot d'ordre serait l'axe. Ce serait entre autres côtés positifs la meilleure façon d'aider les travailleurs révolutionnaires du parti socialiste à comprendre le caractère réformiste du projet de la C.A.P.

Et avant tout, cela ouvrirait aux masses l'issue révolutionnaire.

MARCEL BRÉVAL.

#### A NOS LECTEURS

Chers camarades: vous nous éviterez, nous osons l'espérer, les appels inlassables, au secours! qui reviennent sans cesse dans toute la presse ouvrière. La rédaction et les collaborateurs de « Que Faire? » ont tout fait, seuls, jusqu'à présent. Le moment est venu de nous prêter votre coup de main. Pouvons-nous vous dire simplement: aidez-nous?

Abonnez-vous. Prenez, si cela vous est possible un abonnement de soutien. Intéressez vos amis.

ABONNEMENT ANNUEL: 10 fr. — ABONNEMENT DE SOUTIEN: 20 fr.

# L'affaire Nikolaïev <sup>(1)</sup>

## La crise du Parti Bolchevik

Le coup de feu de Nikolaïev et les événements qui le suivirent déchirèrent brutalement le tissu des légendes doucereuses dont *l'Humanité* et la direction du parti entourent les chocs de classe violents et répétés qui secouent la première révolution prolétarienne victorieuse.

Il n'est pas possible de dissimuler que l'affaire Kirov est d'une gravité exceptionnelle. Deux mois se sont écoulés depuis le coup de Smolny et l'écho de la détonation retentit toujours non seulement en U.R.S.S., mais dans le monde entier. Rien d'étonnant: l'attentat de Nikolaïev et le caractère de la répression qui le suivit sont sans précédent dans l'histoire de la Révolution d'Octobre. Sans précédent par le milieu d'où sortit le groupe terroriste et par les mobiles qui le poussèrent aux crimes contre la Révolution.

Ni le banc des accusés ni le poteau d'exécution n'avaient jamais vu en U.R.S.S. de criminels pareils. On n'a pas entendu encore en Russie un assassin d'un chef communiste invoquer pour sa justification non l'hostilité au régime de dictature prolétarienne, mais les divergences idéologiques avec la direction de son propre parti! « Nous avons voulu changer la politique du parti dans le sens de l'ancienne plateforme trotskiste-zinovieviste » — tel est, selon l'accusation officielle, le leit motif des dépositions des accusés. Il suffit de voir l'ampleur prise dans la presse communiste officielle non seulement de l'U.R.S.S., mais internationale par la campagne contre tout mouvement oppositionnel, pour saisir la portée politique de l'affaire Kirov.

Nikolaïev avait trente ans quand il tira sur Kirov. C'est-à-dire qu'en 1917, il était âgé de 13 ans. Ce fut donc un enfant de la nouvelle société, élevé dans l'atmosphère de la révolution victorieuse. Son origine n'est indiquée nulle part officiellement. Mais si elle était bourgeoise, le gouvernement soviétique ne tarderait pas de l'annoncer. Nikolaïev était un fonctionnaire soviétique. Enfin il était membre du parti communiste dont il ne fut exclu qu'en mars 1934 et réintégré ensuite.

Nous rappelons ces traits saillants de la biographie de l'assassin pour mettre en relief qu'il n'était pas, comme on le représente à tort, un élément étranger à la nouvelle société soviétique, au prolétariat, au parti. Recherche des circonstances atténuantes? Non! Il ne s'agit pas de cela. La cause de Nikolaïev est jugée.

(1) L'auteur se limite dans cet article à l'étude d'un seul aspect de la question: le sens de ces événements dans l'évolution du parti bolchevik, leur liaison avec le régime. Dans d'autres articles, nous étudierons le rapport entre la crise du parti et la crise de la révolution d'octobre (N. D. L. R.).

Mais il ne faut pas avoir peur de regarder la triste réalité bien en face: c'est un ouvrier communiste, membre du parti de longue date, qui a tué un chef du parti. On ne passe pas à l'ordre du jour après une telle constatation. L'invocation de la main de l'impérialisme allemand ne donne pas de réponse à la question troublante que chaque communiste conscient se pose aujourd'hui: comment se fait-il qu'un groupe de membres du parti, jeunes, élevés dans l'atmosphère de la Révolution, occupant des postes responsables, comment ces gens-là sont-ils arrivés à concevoir l'idée de tourner leurs armes contre les chefs actuels du P.C.? Et s'il est vrai que certains d'entre eux étaient en connivence avec les agents de l'impérialisme (ce qui n'est pas prouvé) la même question prend un aspect encore plus grave, plus tragique.

Selon l'acte d'accusation, le groupe de Nikolaïev devient particulièrement actif en 1933-1934, c'est-à-dire au moment même, où le 17<sup>e</sup> Congrès du parti proclamait l'unité monolithique du P.C., sous la direction de Staline, et où les anciens oppositionnels montaient les uns après les autres à la tribune pour condamner dans les termes les plus méprisants leurs péchés et chanter la gloire à Staline. Le Congrès et le parti, unanimes, semblaient se grouper autour de son chef. Or, derrière ce décor existait, selon la déposition du fusillé Roumiantzev, un des dirigeants du « centre de Léningrad », un des plus anciens dirigeants de la jeunesse communiste de Léningrad, déposition confirmée ensuite par Zinoviev, Evdokinov et autres, « une atmosphère chauffée à blanc de haine aigüe envers la direction du parti ».

Jusqu'à présent, on ne sait pas exactement quel était le programme et les buts du groupe de Nikolaïev. L'acte d'accusation parle, d'un côté, de la volonté du groupe de changer la politique du gouvernement soviétique et du parti communiste « dans l'esprit de la plateforme zinovieviste-trotskiste »; de l'autre côté, il parle de leur orientation sur l'intervention des impérialistes comme le seul moyen de renverser le pouvoir soviétique. Il découle de cette contradiction que les motifs du groupe de Nikolaïev furent déformés. Il est absurde qu'un groupe pouvait s'orienter sur l'intervention militaire des pays impérialistes pour réaliser le programme de l'opposition de 1925-1927 qui se posait comme but une série de réformes — dont plusieurs furent réalisées depuis lors — dans le cadre du parti et du pouvoir soviétique. Les maigres extraits des dépositions des quatorze fusillés le 29 décembre ne permettent pas de se rendre compte de la plateforme réelle de ce groupe.

Les mesures prises envers Zinoviev, Kamenev et leurs amis dénotent encore plus l'état anormal du parti. On commence par un communiqué de onze lignes du Commissariat de l'Intérieur de l'U.R.S.S. publié à la dernière page de la *Pravda* le 23 décembre. Ce communiqué annonce l'arrestation des quinze membres du parti dont plusieurs appartiennent depuis plus de 30 ans au parti (depuis sa fondation) et ajoute pour sept d'entre eux que « l'instruction constate l'absence de données suffisantes pour leur remise au tribunal ». On a transmis leurs dossiers au Commissariat de l'Intérieur... « aux fins de déportation administrative ».

Après presque un mois, après l'exécution de Nikolaïev et de ses amis, on apprend subitement que le 15 janvier a commencé à Léninegrad le procès de Zinoviev, Kamenev et autres, mis hors de cause le 23 décembre. On les condamne aux peines draconiennes, on déporte des dizaines d'anciens zinovievistes. On leur impute le crime de « complicité morale » (?) pour la création d'une « atmosphère dont le coup de feu fut la conséquence inévitable », quoique « l'instruction n'ait pas établi l'instigation directe d'actes ou plans terroristes » (*Humanité* du 20 janvier). En d'autres termes, ils furent condamnés comme contre-révolutionnaires pour des conversations et échange de vues où ils critiquaient Staline et la politique du parti, sans qu'on daigne même de communiquer aux membres du parti leurs idées exactes. Les bribes de leurs idées qu'on trouve dans l'acte d'accusation et dans le verdict ne permettent pas de se rendre compte de la position politique du groupe de Zinoviev.

On exécute ainsi des militants bien connus dans le mouvement ouvrier russe et international.

Parmi eux se trouve l'ancien bolchevik Evdokimov, membre du Comité Central, réélu au C.C. encore au début de l'année, au 17<sup>e</sup> Congrès. Nous y trouvons ensuite les deux collaborateurs les plus proches de Lénine, les anciens dirigeants du parti, Zinoviev et Kamenev; ajoutons que Zinoviev fut le premier président de l'Internationale Communiste et que dernièrement encore il occupait le poste de membre du Collège de rédaction de la revue du C.C. du parti LE BOLCHÉVIK. Kamenev, lui, fut le premier président de la République soviétique; après la mort de Lénine, il le remplaça au poste de président du Bureau Politique du parti bolchévik. Les autres condamnés et déportés sont pour la plupart aussi des bolchéviks de la vieille garde qui ont fait à plusieurs reprises leurs preuves.

Le moins qu'on puisse dire est que le parti communiste de l'U.R.S.S. traverse une crise grave. Les menchéviks et les social-démocrates des autres pays, en constatant cette crise, essaient de la relier aux principes mêmes du bolchévisme, la présentent comme conséquences du régime du parti bolchévik instauré par Lénine. Rien de plus faux. S'il est vrai que la crise actuelle n'est pas due au hasard, qu'elle est la conséquence du régime intérieur du parti, il est faux de considérer ce régime comme le régime de Lénine. Non, le régime actuel du parti n'est pas le régime léniniste.

Lénine fut pendant vingt ans (de 1903 à 1923), à la tête du parti bolchévik. Le parti passa pendant ce temps par diverses périodes, il traversa deux révolutions (1905 et 1917), la guerre mondiale, il fit la révolution socialiste et devint le parti gouvernemental. Les formes d'organisation du parti changeaient plusieurs fois, conformément aux conditions nouvelles de son activité, de sa lutte, car rien n'est plus étranger à l'esprit du bolchévisme que la rigidité des formes d'organisation, leur immuabilité, les recherches d'une forme absolue d'organisation du parti. Mais à travers tous ces changements, toutes ces transformations, une unité profonde traverse toute l'œuvre de Lénine en

tant qu'édificateur et dirigeant du parti. Cette unité correspond à ce qu'il y a d'essentiel, de fondamental dans le marxisme-léninisme: son appréciation du rôle créateur des masses.

En 1907, Lénine écrivait à ce sujet:

« Le marxisme se distingue de toutes les autres théories sociales par la liaison remarquable entre une maîtrise scientifique complète dans l'analyse de la situation objective et de la marche objective de l'évolution avec la reconnaissance décisive de la signification de l'énergie révolutionnaire, de la création révolutionnaire, de l'initiative révolutionnaire des masses et, naturellement aussi, des personnes particulières, des groupes, organisations, partis qui savent saisir et réaliser la liaison avec de telles ou autres classes. »

Tout le travail du parti doit être fait de façon à resserrer à l'extrême ses liens avec les masses ouvrières pour que le parti puisse exprimer leurs aspirations et besoins les plus profonds. La politique du parti, pour être efficace, ne peut se limiter à l'activité de quelques dizaines ou centaines d'individus. C'est l'énergie, l'initiative, la persévérance des milliers de communistes de la base liés chacun aux larges masses de sans-parti qui a permis à la révolution d'Octobre de triompher, qui a permis à la République soviétique de vaincre ses ennemis extérieurs et intérieurs.

Or, les membres du parti ne peuvent pas remplir leur rôle s'ils ne sont pas *personnellement* convaincus de la justesse de la politique du parti, s'ils ne la comprennent pas, s'ils ne participent pas activement à son élaboration et application. Le parti tout entier doit décider de sa politique — voici le principe essentiel de la conception du parti de Marx-Engels, conception développée par Lénine pendant toute son activité. D'où l'importance énorme attribuée par Lénine aux congrès du parti comme moyen d'expression de la volonté du parti, comme organe suprême déterminant sa politique. Dans les conditions les plus difficiles de la guerre civile, de la désorganisation des transports, de la famine, les congrès du parti bolchévik se réunissaient dans la République soviétique, du vivant de Lénine, *tous les ans*, avec une régularité remarquable.

La participation active à la vie du parti est impossible sans la possibilité de critiquer la direction, la ligne politique du parti, sans la discussion des problèmes du jour. Aucune organisation ouvrière ne peut vivre sans que des divergences surgissent dans son sein, sans que des discussions aient lieu. Le programme et les statuts du parti ont pour but de maintenir ces discussions et critiques indispensables dans les cadres qu'exige l'unité d'action du parti. Les dirigeants du parti ne sont pas au-dessus du parti, ce sont — Lénine le souligne à maintes reprises dans ses œuvres — des fonctionnaires dont la tâche est de réaliser la volonté du parti exprimée par ses congrès, dans le cadre des statuts. Lénine rejetait résolument toute tentative de présenter les

dirigeants du parti comme des êtres infaillibles; il n'hésitait jamais à s'opposer, avant la guerre, aux autorités les plus en vue de l'Internationale qu'il respectait beaucoup, comme Bebel, Kautsky, Plekhanov, quand il considérait qu'ils avaient tort. Lénine lui-même était assez souvent en minorité au Comité Central du parti bolchévik, même lors des dernières années de sa vie, quand son autorité était immense aussi bien dans le parti bolchévik qu'à l'Internationale.

Lénine n'exigeait jamais une confiance absolue ou aveugle des membres du parti envers sa direction. Au contraire, il exigeait des membres du parti une étude approfondie des divergences, sans croire personne sur parole.

Ainsi il écrit, en 1921, lors de la grande discussion dans le parti communiste russe sur les syndicats:

« Il faut que tous les membres se mettent à étudier, avec un plein sang-froid et la plus grande minutie: 1° le fond des divergences et 2° le développement de la lutte dans le parti... Il faut étudier les deux en exigeant obligatoirement les documents les plus précis, imprimés, permettant la vérification de tous côtés. Celui qui croit sur parole est un incurable idiot qu'on n'a qu'à laisser tomber. S'il n'y a pas de document, il faut interroger les témoins de deux ou plusieurs côtés. » (C'est Lénine qui souligne.)

Quand Thorez, Duclos, Cachin exigent qu'on condamne Zinoviev, Kamenev et autres sur la base des ordres et injures et qualifient de contre-révolutionnaires et traîtres ceux qui refusent de le faire, ils violent de la façon la plus expresse les indications de Lénine en voulant transformer les communistes en « incurables idiots ».

\*  
\*\*

Il suffit de comparer le régime léniniste du parti que nous venons de tracer avec le régime qui règne actuellement dans le parti communiste de l'U.R.S.S. et dans toutes les autres sections de l'I.C. pour se convaincre qu'un changement profond s'est produit depuis la disparition de Lénine. Ce changement ne s'est pas fait d'un seul coup, il n'est pas dû non plus au hasard. L'histoire des douze dernières années du parti bolchévik montre comment une nouvelle conception du parti et du mouvement ouvrier dont on peut retrouver le germe et les éléments encore avant la mort de Lénine, s'est peu à peu développée, comment elle s'est frayée le chemin du pouvoir et est devenue, dans les dernières années, la conception dominante qui a supplanté celle de Lénine.

Qui détermine actuellement la politique du parti aussi bien en U.R.S.S. que dans les pays capitalistes? Ce ne sont pas les membres du parti exprimant leur volonté dans les congrès; le fait que les congrès

de parti et de l'Internationale sont convoqués si rarement et d'une façon si irrégulière suffit lui-même pour montrer que la majorité écrasante de membres du parti ne peut, déjà rien que pour cette raison, participer à l'élaboration de la ligne. Toutes les décisions les plus importantes sur la politique du parti sont prises par la direction étroite, par un groupe de quelques, ou quelques dizaines, de personnes. Aucune discussion dans la presse du parti, dans les organisations du parti ne précède ces décisions sur les questions les plus importantes. Les membres du parti les apprennent, tout comme l'ensemble des ouvriers, par la voie de la presse ou d'une circulaire, et les organisations du parti n'ont ensuite qu'à approuver les résolutions prises. De plus en plus souvent en U.R.S.S. on souligne que c'est sur l'initiative de Staline que chaque décision importante est prise. *Un membre du parti qui essaierait de critiquer ou mettre en doute la justesse d'une décision prise sur l'initiative de Staline est proclamé, de ce fait même, comme ennemi du parti et de la classe ouvrière, contre lequel des sanctions d'organisation doivent être prises.*

Pour montrer l'absence de la démocratie réelle dans le parti communiste, il suffit d'indiquer que des décisions de la plus haute importance furent adoptées en U.R.S.S. entre deux congrès du parti, le 16<sup>e</sup> et le 17<sup>e</sup> (1930 et 1934), sans qu'on convoque un congrès extraordinaire. Ainsi, en 1931, Staline énonça ses six conditions qui inauguraient une nouvelle politique dans le domaine de salaires (différenciation à outrance); en 1932, une nouvelle politique fut inaugurée par rapport à la paysannerie s'exprimant dans l'autorisation du commerce kolkhozien du blé; des lois furent promulguées sur la propriété socialiste, sur la légalité socialiste, etc., qualifiées par la presse soviétique comme des lois historiques, fondamentales; en 1933, tout le régime des organisations du parti à la campagne fut bouleversé et transformé par l'instauration des sections politiques. De même en 1933 fut décidé en principe le changement de toute la direction de la politique extérieure de l'U.R.S.S., changement qui aboutit à l'entrée de l'U.R.S.S. à la S.D.N. Le 17<sup>e</sup> congrès du parti n'avait qu'à approuver tous ces changements; la discussion qui précédait le congrès fut limitée aux questions secondaires, il fut interdit de mettre en doute la ligne du Comité Central du Parti. Remarquons encore que, à peine trois mois après le 17<sup>e</sup> congrès, un changement profond eut lieu dans la politique de l'Internationale Communiste, « le tournant » dans le domaine du front unique. On a considéré inutile que le congrès du parti dirigeant de l'I.C. en discute; au contraire, le congrès a approuvé à l'unanimité la politique précédente de l'I.C. qui devait être abandonnée dans quelques semaines.

Nous retrouvons le même tableau dans les institutions soviétiques. Il est curieux que le second plan quinquennal fut adopté et mis en vigueur en 1933, sans qu'un congrès des soviets se prononce là-dessus; aucun congrès des soviets ne se prononça non plus sur la nouvelle politique des salaires, sur la nouvelle politique paysanne, sur l'entrée de l'U.R.S.S. dans la S.D.N. Le VII<sup>e</sup> Congrès des Soviets qui se réunit en janvier 1935 à Moscou, quatre ans après le VI<sup>e</sup> Congrès (en violation

ouverte des dispositions de la constitution prévoyant des congrès annuels) n'aura qu'à ratifier tout ce que le gouvernement fait, tout comme des congrès de parti. Dans les élections aux soviets, les questions de la politique générale du gouvernement soviétique ne sont même pas discutées. Quelle valeur peut avoir dans ces conditions un vote approuvant la politique du gouvernement? Le même tableau se retrouve dans les syndicats et autres organisations de masse, dans les coopératives, dans l'Internationale Communiste (celle-ci, avec le congrès qui ne s'est pas réuni depuis sept ans, tient, semble-t-il, le record).

Cette pratique, ce régime expriment une autre conception du parti, une autre conception du rôle des masses dans l'histoire que la conception de Lénine. Pour la direction actuelle du parti russe et de l'I.C., avec Staline, la source de la création historique, de l'énergie et l'initiative révolutionnaires, ce ne sont pas les masses ouvrières, les classes, ce sont des groupes restreints qui, pour des raisons diverses, deviennent les mandataires et les représentants des classes, qui font l'histoire au nom de ces classes.

Les divergences ne doivent pas être résolues par le parti qui ne peut qu'approuver ou désapprouver, elles doivent être résolues au sein même du groupe dirigeant par un accord ou par une décision arbitrale. Dans la mesure où le parti cesse de déterminer la ligne politique, la solution des divergences inévitables qui surgissent au sein du groupe dirigeant devient de plus en plus difficile. L'histoire des luttes intérieures au sein du parti russe en 1923-1929 le montre le mieux. La nécessité d'un arbitre au-dessus de tous, résolvant par son autorité toutes les difficultés, en un mot, d'un chef tout-puissant devient de plus en plus pressant. Ainsi nous aboutissons au régime actuel quand le secrétaire général du parti, Staline, devient celui qui détermine la ligne du parti, qui prend lui-même toutes les initiatives, qui décide souverainement de la politique à suivre (aussi bien en U.R.S.S. que dans l'I.C.). Dans ces conditions, le rôle des congrès du parti change. Ils n'ont plus à fixer la ligne, à résoudre les divergences, non, leur tâche est d'approuver la direction, de l'assurer du soutien de masses. Des organes délibératifs exprimant la souveraineté du parti, ils se transforment — tout comme le congrès des soviets, des syndicats, etc., — en organes plébiscitaires convoqués au moment où tout est déjà résolu pour renforcer le prestige de la direction parmi les masses inorganisées.

\*  
\*\*

Cette conception du parti se rattache à la conception de Lénine par un procédé très caractéristique. Son point de départ est la décision du 10<sup>e</sup> Congrès du parti bolchévique en 1921 sur l'interdiction des fractions. De toute l'activité de Lénine, depuis 1903, on détache arbitrairement les deux dernières années pour en faire la base de la politique à suivre. On proclame l'interdiction des fractions comme un principe universel, on l'applique dans tous les partis, quel que soit leur degré de dévelop-

pement, on en fait la base même du bolchévisme. En réalité, le bolchévisme a existé dix-huit ans, de 1903 jusqu'à 1921, sans l'interdiction des fractions. Toute la période après la Révolution d'Octobre est remplie par des luttes de fractions (communistes de gauche en 1918), fraction du centralisme démocratique en 1920, l'opposition ouvrière 1920-1921, etc., etc.); aucun des congrès avant 1921 n'a eu l'idée d'interdire les fractions.

Si cette décision fut adoptée en 1921, cela s'explique par des conditions particulières dans lesquelles se trouvait à ce moment la république soviétique, par le danger « de la contre-révolution petite-bourgeoise », plus dangereuse, selon Lénine, que les armées blanches qu'on venait de battre. Les fractions sont toujours un mal, dans ce sens qu'elles constituent, à l'intérieur du parti, des organismes obéissants à des lois propres, pouvant mener à une scission. Mais ce mal ne peut pas être combattu par son interdiction, par une résolution, comme aucun mal ne peut être combattu sans l'étude de ses causes.

Lénine dit quelque part qu'une idée juste poussée à l'extrême devient une absurdité. On peut dire que l'idée sur la nocivité des fractions développée jusqu'à ses extrêmes conséquences a abouti au résultat exactement opposé au but poursuivi: loin de supprimer la crise du parti qui s'exprimait dans l'existence de fractions, elle a rendu cette crise pour ainsi dire permanente, elle a vicié et empoisonné toute la vie du parti.

Pour empêcher toute possibilité d'une plateforme opposée à celle de la direction, on pose comme principe que tous les membres du parti doivent avoir les mêmes opinions. Il ne s'agit plus de la subordination de la minorité à la majorité, ce qui signifie que la minorité, tout en conservant ses opinions, exécute les décisions prises en commun. Non, dans le parti dit monolithique on exige de la minorité que non seulement elle renonce à propager ses idées dans le parti, mais encore qu'elle pense comme a décidé la direction. Cette exigence s'exprime dans le rite de *l'autocritique*, rite inconnu dans le parti bolchévique avant Staline; l'oppositionnel doit déclarer fausses ses conceptions précédentes et se rallier, comme frappé par la foudre, aux conceptions qu'il combattait hier comme entièrement fausses.

\*  
\*\*

Cette politique doit amener l'homogénéité complète du parti. La pratique montre que ce but est atteint dans la moindre mesure. Les discussions interdites dans le cadre du parti, les divergences refoulées, la critique réprimée se fraient le chemin en dehors de ce cadre, en dehors de la légalité du parti. Depuis l'instauration du « nouveau régime », nous voyons un véritable foisonnement de groupes illégaux conspiratifs qui se réunissent, qui discutent, qui poursuivent leur politique en dehors du contrôle du parti, en brisant le cadre fixé par la direction. Le groupe Syrtzov-Lominadeze (1930), le groupe Rioutine-

Slepkov (1932), le groupe ukrainien autour de Skrypnik (1933), le groupe blanc-russien, le groupe Nikolaïev, le groupe Zinoviev, voici les groupes les plus importants en U.R.S.S.

Ce foisonnement de groupes, ce développement de « l'esprit de fraction » ne sont pas dus au hasard; c'est la conséquence de la contradiction fondamentale qui existe entre le parti en tant qu'organisation démocratique de la classe ouvrière, et le régime de camisole de force qu'on lui impose. Le parti ne peut se développer que par la lutte intérieure, dans le choc des idées, lutte qui éduque les camarades. Les meilleurs éléments du parti, empêchés d'agir dans le cadre du parti, cherchent inévitablement d'autres issues, forment des groupes et cercles illégaux. Ainsi le régime du centralisme *bureaucratique*, loin d'empêcher l'apparition des fractions, le favorise, en est une des causes les plus importantes.

Cette évolution n'est pas imprévue. Un mois avant la mort de Lénine, le Bureau Politique du parti bolchévik vota à l'unanimité, donc avec la voix de Staline, une résolution dont les termes apparaissent vraiment prophétiques:

« Seulement une vie idéologique constante peut conserver le parti tel qu'il se forma avant et après la révolution, avec l'étude critique et constante de son passé, avec la correction de ses fautes et l'étude collective des questions les plus importantes. Seulement, ces méthodes de travail peuvent fournir des garanties réelles contre la transformation des divergences momentanées en groupements fractionnés avec toutes les conséquences indiquées (le dédoublement ou la scission du gouvernement et de tout l'appareil gouvernemental).

« Pour l'éviter, il faut que les organes dirigeants du parti prêtent l'oreille à la voix de la masse, ne considèrent pas toute critique comme une manifestation de l'esprit de fraction et ne poussent pas par là des communistes consciencieux et disciplinés à garder systématiquement le silence ou à se constituer en fractions. »

La direction du parti bolchévik et de l'I.C. a choisi un autre chemin. En renforçant le régime, en aggravant l'oppression, en fermant « aux communistes consciencieux et disciplinés » toute possibilité de participer à la vie du parti, de corriger ses fautes, elle travaillait systématiquement à la liquidation du parti en tant qu'organisation démocratique de la classe ouvrière, à sa transformation en un genre de milice, simple outil d'exécution dans les mains de la direction toute puissante.

Voici la cause essentielle qui explique l'acte de Nikolaïev. Il le déclare d'ailleurs expressément dans sa déposition à l'instruction:

« Nous ne pouvions pas attendre que la direction du parti soit changée par les méthodes de la démocratie intérieure. Nous nous rendions compte que cette voie est complètement exclue. D'où — une seule voie nous restait — la voie des actes terroristes. »

La voie des actes terroristes contre le pouvoir ouvrier ne peut amener à autre chose qu'à l'affaiblissement de la dictature du prolétariat, ce qui mène objectivement au renforcement des forces contre-révolutionnaires. L'acte criminel de Nikolaïev ne peut profiter qu'à l'ennemi de

classe, il est, en plus, en contradiction la plus nette avec les enseignements du marxisme qui rejette la terreur individuelle en tant que moyen d'exciter les masses ou de se substituer à elles. Comme on ne peut pas supprimer dans un parti vivant les fractions par le coup de trique, on peut encore moins changer la direction par des coups de revolver (1).

\*\*

Le procès de Zinoviev doit maintenant accréditer la version que l'acte de Nikolaïev est la conséquence logique des opinions du bloc oppositionnel de Zinoviev-Trotsky. Les mesures contre Zinoviev et ses amis, les insinuations contre Trotsky doivent fournir la preuve à cet égard. Cette tentative doit être énergiquement condamnée par chaque ouvrier honnête, car elle ne se base littéralement sur rien. Il suffit de relire la plateforme de Zinoviev-Trotsky de 1927, ainsi que tous les écrits de Zinoviev, Kamenev, Trotsky, pour se convaincre que jamais ils n'ont préconisé ou approuvé les actes de terreur individuelle, même envers les ennemis de classe, sans parler déjà de représentants du pouvoir soviétique et du parti communiste. Les actes terroristes ne découlent d'aucune façon de leur programme.

Au point de vue formel on peut, avec un plus grand droit, parler de la responsabilité de la direction du parti pour la création de l'atmosphère « qui engendre les coups de feu ». « Il ne faut pas oublier que le dirigeant politique est responsable non seulement de sa propre politique, mais aussi des actes de ceux qu'il dirige » (LÉNINE). C'est surtout juste dans le cas donné, où le régime de camisole de force pousse des éléments jeunes vers des actes de désespoir, et où, d'autre part, la concentration du pouvoir presque absolu dans les mains de quelques hommes en fait l'incarnation du régime et dirige contre eux la haine de tous les mécontents.

Quelles conclusions tirent les dirigeants du parti soviétique de l'affaire Nikolaïev? Il faut renforcer encore la vigilance dans le parti, renforcer la lutte contre les anciens oppositionnels, contre les idéologies hostiles; il faut resserrer encore plus la vis et renforcer le régime. Cette voie ne peut pas mener à la disparition des groupes, des fractions occultes, dans la mesure où les contradictions sociales existent en U.R.S.S. et s'expriment inévitablement dans le parti communiste, seul parti légal. Ces mesures ne peuvent que constituer un pas de plus dans la voie de liquidation du parti en tant qu'organisme autonome et indépendant. Mais dans la mesure où la vie politique et idéologique n'existent plus dans le parti, où des discussions politiques n'ont plus lieu,

(1) Rappelons que le gouvernement soviétique, après l'assassinat de Kirov, a modifié la procédure dans le procès contre les terroristes, enlevant à l'opinion prolétarienne toute possibilité de contrôler ce qui se passe au tribunal. Pendant que les socialistes révolutionnaires de 1922, les membres du parti industriel en 1930, les menchéviks en 1931, furent jugés publiquement, les membres du groupe Nikolaïev furent jugés sommairement à huis clos, sans participation de parties, privés d'avance de recours en grâce.

le contrôle de l'activité de chaque communiste par ses camarades, le contrôle par en bas, le seul efficace dans une organisation démocratique, ce contrôle devient impossible. Cela signifie qu'on va renforcer le contrôle par en haut, on réduira encore plus l'influence de la base sur les directions, on restreindra encore plus l'éligibilité des organes de direction par les Assemblées du parti. On s'achemine danc vers la suppression du parti tel « qu'il se forma avant et après la révolution ».

Or, s'il est juste que le parti est le facteur fondamental de la dictature du prolétariat et de la construction du socialisme — et c'est profondément juste — ce processus, poursuivi d'une façon systématique par Staline, ne peut qu'aboutir et aboutit à l'affaiblissement du prolétariat en face des forces ennemies à l'intérieur et à l'extérieur. La transformation du parti de Lénine en genre de milice ne peut que désarmer le prolétariat, affaiblir les liens entre son avant-garde et la classe, affaiblir les liens entre les ouvriers et les paysans. Cette transformation ne peut que favoriser les forces de la contre-révolution; aucun contrôle par en haut ne peut avoir une efficacité semblable à celle dont est capable l'énergie et l'initiative de larges masses influencées par des milliers de communistes. La politique actuelle du parti fraie les voies à l'ennemi de classe, elle prépare des nouvelles attaques de la contre-révolution.

Albert MARTIN.

P.-S. — Sur la base de premières informations, nous avons parlé dans le précédent numéro de notre revue (page 30) de l'exécution d'une centaine de contre-révolutionnaires en U.R.S.S. Or, dans l'organe du parti socialiste, lié au P. C. F. par un pacte, *Le Populaire* du 30 décembre, nous lisons que plusieurs fusillés étaient non seulement des communistes russes, mais encore des communistes étrangers... emprisonnés en U.R.S.S. pour « déviations ». Dans le communiqué officiel sur les fusillés, on ne fournit aucun détail sur eux, on ne donne que les noms. On ne fournit aucune précision sur le caractère des crimes pour lesquels ils furent fusiller. Les communistes doivent exiger de la direction du Parti une réponse précise aux affirmations du *Populaire*.

#### SOMMAIRES DES NUMEROS DEJA PARUS

**NUMERO SPECIMEN** (novembre-décembre 1935) : *Rédaction* : Préface. — Editorial : Vers des luttes décisives. — *D. Lafont* : Le Front Unique. — *M. Bréval* : Le Parti et les classes moyennes. — *P. Garnier* : Y a-t-il un mouvement fasciste en France? — *W. Bertram* : Le chemin qui a conduit Trotski à la social-démocratie. — **DOCUMENTS** : Lénine et le Front Populaire.

**N° 1** (2<sup>e</sup> Année), janv. 1935 : *La Rédaction* : Le Problème du Parti Unique. — *W. Bertram* : La lutte pour la Sarre. — *M. Bréval* : Contribution à l'étude des partis politiques en France. — *P. Lenoir* : Entre les deux Congrès de l'I. C.

Chers camarades amis de « Que Faire? » écrivez-nous.

Envoyez-nous vos critiques, vos suggestions. Faites-vous entendre. Faites-vous connaître. Ne restez pas blottis dans une adhésion passive. **LA REDACTION VOUS ASSURE LA DISCRETION LA PLUS COMPLETE.**

Le Gérant : G. RUCAR



Imprimerie spéciale de *Que faire?*, 156, rue du Château des Rentiers

